

CONFIDENTIEL

CONFERENCE DE SITUATION

SEANCE DU MARDI 5 MARS 1991

La guerre du Golfe

- Appréciation de la situation **pages 3-4**
- Perspectives d'après-guerre **pages 4-5**

Tendances **page 6**

- Yougoslavie
- Union soviétique
- Maîtrise des armements

CONFIDENTIEL

2

CONFERENCE DE SITUATION
Le Secrétaire

3003 Berne, le 5 mars 1991

Rapport de situation de la séance ordinaire de la Conférence de situation du 5 mars 1991

Vue synthétique

Appréciation de la situation

Le dénouement de la guerre du Golfe peut être considéré comme un succès de la conduite militaire et politique de la coalition, notamment des Etats-Unis. A l'inverse, l'acceptation par l'Iraq de toutes les conditions posées par les alliés constitue un échec cinglant de la direction irakienne qui a permis l'expression violente des revendications kurdes et chiites. Le régime baasiste dispose cependant encore des moyens de mater l'insurrection des soldats et la révolte populaire.

Sur le plan économique, la fin de la guerre affectera peu la conjoncture mondiale et suisse.

Quant au terrorisme, la vague annoncée n'a pas déferlé. Les risques restent toutefois latents tant que les questions palestiniennes et kurdes n'auront pas été sérieusement abordées.

Perspectives d'après-guerre

Les répercussions de la secousse que vient de vivre le Moyen-Orient ne sont pas encore entièrement établies. Il n'est pas impossible que, devant la déroute du panarabisme, les populations arabes cherchent refuge dans l'islam.

Une fracture se fait déjà sentir entre les priorités des Etats-Unis (sécurité d'Israël) et celles de l'Europe (relations avec le monde arabe, d'où le projet de Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée, calqué sur le modèle de la CSCE). L'ambiguïté relative de la politique soviétique dans le Golfe ne tempérera pas le refroidissement que connaissent actuellement les relations Est-Ouest. Il existe diverses possibilités d'améliorer l'image de la Suisse.

CONFIDENTIEL

3

La guerre du Golfe

1. Appréciation de la situation

Situation politico-militaire

La rapidité avec laquelle l'offensive terrestre de la coalition a été menée et gagnée a surpris nombre d'observateurs, mais certains experts avisés avaient fait valoir avant même le début des opérations que, devant un tel déséquilibre des forces en présence, un dénouement pareil n'avait rien d'illogique. A vrai dire, l'on se demande maintenant dans certains milieux si l'on n'aurait pas été en mesure d'économiser des moyens en avançant la date de la phase terrestre. Le succès militaire de la coalition emmenée par les Etats-Unis révèle une supériorité technologique évidente. Elle démontre aussi la valeur de la conduite politique et militaire, ainsi que des conceptions stratégiques et opératives de l'alliance et, au premier chef, des USA. Le président irakien a à l'inverse révélé dans cet affrontement ses limites en ne réalisant aucun des objectifs qu'il s'était expressément fixé (étendre la guerre à Israël, déclencher une vague de terrorisme international). Pis encore, il s'est montré un piètre chef militaire en cherchant à tout prix à conserver ses moyens stratégiques et en étant incapable de réagir de quelque façon que ce soit à la guerre de mouvement menée par les alliés.

Une clef du succès des alliés réside en ceci que, contrairement à ce qui s'était produit au Vietnam, les Etats-Unis ont pris soin de donner à leur entreprise une légitimité intérieure et internationale. A l'intérieur, le président Bush s'est assuré l'appui du Congrès et de l'opinion publique, grâce, notamment, aux prises de position "dures" de nombreux éditorialistes. A cet égard, l'impact du lobby juif ne doit pas être sous-estimé. La censure des mass médias s'est en outre avérée utile. Au plan international, le soutien du Conseil de sécurité a permis de situer l'action dans le cadre du droit international et de réunir une coalition animée par des buts communs. Ainsi, le risque de se mettre à dos une partie de la communauté mondiale, qui aurait été bien réel dans le cas d'une initiative unilatérale, a pu être évité.

L'armée irakienne n'a pas été totalement décimée, mais elle a perdu l'essentiel de sa composante mécanisée et la quasi-totalité de sa capacité de production d'armements non conventionnels. De plus, les réseaux de communication et de conduite sont largement hors d'usage. Depuis l'acceptation par l'Iraq des conditions posées par les alliés, le 3 mars, la situation militaire est stable. La coalition se contente d'effectuer des missions de surveillance et de reconnaissance aériennes. La déroute irakienne a par contre permis l'expression spontanée des frustrations de la population et des soldats. Les troubles qui se produisent dans le sud (chiite), et qui avait déjà souffert de la guerre avec l'Iran, ainsi que dans les régions kurdes, aboutiront-ils à un renversement du régime baasiste? Cela n'est de loin pas acquis. En effet, d'une part, l'opposition, même chiite, n'est pas très unie. D'autre part, le commandement irakien paraît décidé à relever le défi. Il dispose à cet effet encore d'unités d'élite (gardes républicains) qui, déjà, auraient repris le contrôle de Bassorah, l'une des principales villes qui avaient connu le chaos au lendemain de la défaite. Par conséquent, il n'est pas exclu que le parti Baas, avec ou sans Saddam Hussein, se maintienne au pouvoir.

CONFIDENTIEL

4

Situation économique

Contrairement à ce que beaucoup d'analystes avaient prédit, la crise du Golfe n'a eu qu'un impact limité sur la conjoncture mondiale, a fortiori sur l'économie suisse. De même, la cessation des hostilités n'aura que peu d'incidences, si ce n'est dans les secteurs particulièrement touchés, comme le tourisme ou le trafic aérien. Sur les marchés pétroliers, une baisse de prix est possible, mais dépendra du comportement de l'Arabie saoudite qui, faut-il le rappeler, a mis sur le marché 2 millions de barils/jour supplémentaires depuis le début de la crise. Si cette attitude est maintenue, les destructions de puits de pétrole au Koweït n'auront pratiquement pas d'incidences.

Sur le marché des capitaux, la pression sur l'épargne mondiale restera forte. A cet égard, il a été relevé que, en Europe de l'Est, l'aide publique devra peu à peu se substituer aux investissements directs des banques. Celles-ci ne consentent plus guère à attribuer des crédits qu'à la Tchécoslovaquie, et, dans une moindre mesure, à la Hongrie et à l'Union soviétique.

Les entreprises suisses ne bénéficieront qu'indirectement des travaux de reconstruction du Koweït. Les Américains ont naturellement obtenu la part du lion, en récompense de leur engagement massif. Par conséquent, le ralentissement que connaît actuellement la Suisse ne sera pas affecté. Une croissance de 1 à 1,5% est prévue cette année.

L'Agence internationale de l'énergie lèvera le 6 mars les mesures d'urgence décidées au cours de la crise. Il est cependant trop tôt encore pour lever les sanctions prises à l'encontre du Koweït (gel des avoirs). En effet, après le pillage de la banque centrale koweïtienne, les Irakiens sont entrés en possession de documents qu'ils pourraient encore faire valoir.

Situation dans le domaine du terrorisme

Le bilan des actes terroristes commis en relation avec le Golfe s'élève à environ 150-200, dont 75% en Occident et 90% contre les intérêts de pays coalisés. Ces attentats furent surtout le fait de groupes locaux (par exemple RAF allemande ou mouvement du 17 novembre en Grèce). Il est à noter que les groupements palestiniens se sont montrés étonnamment discrets. Cela est dû en partie à la retenue dont ont fait preuve la Syrie et l'Iran, en partie aux mesures de sécurité mises en place dans la plupart des pays potentiellement visés.

En Suisse, la situation est restée relativement calme. On n'a eu à déplorer que des actions éparses engendrant des dégâts mineurs (sprayages...). Aucune menace sérieuse n'a été proférée à l'encontre de notre pays.

Le danger de terrorisme reste cependant latent tant qu'une volonté internationale de résoudre les questions palestinienne et kurde ne se fait jour. Il est même possible que, si elles ne font pas rapidement l'objet des efforts internationaux, la déception sera telle que les mouvements concernés intensifieront leurs activités terroristes.

2. Perspectives d'après-guerre*Répercussions internationales*

Pays coalisés. Au sein de la coalition se jouent des rapports entre différentes composantes: Etats-Unis; Europe; monde arabe. La coordination entre les Etats-Unis et les pays européens a bien joué, mais les priorités à venir ne sont pas perçues de la même façon aux Etats-Unis (préoccupation pour la sécurité d'Israël) et en Europe (relations avec le monde arabe). La question du *burden sharing* sera sans doute soulevée aussi: aux yeux des Américains, des pays comme l'Allemagne et le Japon n'assument pas les responsabilités qui devraient accompagner leur situation économique.

CONFIDENTIEL

5

Si les principes onusiens sont communément admis comme base d'un nouvel ordre international à mettre sur pied, on ne peut parler d'une unanimité au sein de la coalition quant aux modalités d'un règlement régional. L'envoi de casques bleus est possible, mais ne peut encore être tenu pour certain.

Monde arabe. En mettant face à face des armées de pays arabes, la guerre du Golfe a porté un coup au panarabisme, ce qui pourrait renforcer le rôle de l'islam comme refuge. Les récents développements ne contribueront en tout cas pas à désarmer la méfiance à l'égard de l'Occident (et en particulier des Etats-Unis). Cette situation suppose une prudence particulière dans l'action des pays occidentaux pour la gestion de l'après-guerre.

L'Arabie saoudite aura tout avantage à défendre la mise sur pied d'un système de sécurité arabe. On ne sait cependant pas encore si l'alliance entre l'Egypte, la Syrie et l'Arabie saoudite est destinée à donner naissance à une nouvelle configuration stratégique.

Il convient de souligner que la secousse représentée par la guerre du Golfe n'a pas que des conséquences négatives: malgré de sérieux obstacles, elle pourrait accroître les chances de trouver de nouvelles voies en vue de la solution des problèmes régionaux.

Union soviétique. Il n'est pas encore possible de savoir quel rôle vont jouer les Soviétiques au Moyen-Orient. L'URSS ne pourra plus se présenter comme l'allié naturel du tiers monde. L'une des suites du conflit pourrait être une offensive en règle contre le ministère soviétique des affaires étrangères (l'un des bastions de la perestroïka). La défaite de Saddam Hussein pourrait avoir des conséquences à Moscou, il faudra en examiner les répercussions sur l'évolution des tendances conservatrices en URSS.

Image de la Suisse

Selon les informations recueillies, l'image de la Suisse a souffert du conflit. Par rapport à d'autres pays neutres, certaines attitudes de notre pays ont été perçues comme un repli sur une définition plus stricte de la neutralité au détriment de la solidarité. L'interdiction des exportations d'armes vers la Turquie et l'Arabie saoudite a été négativement ressentie.

Vu cette situation, certaines illusions existent peut-être dans l'opinion publique sur le rôle et les possibilités (modestes) de la Suisse.

De façon réaliste et concrète, diverses possibilités d'améliorer l'image de la Suisse après la guerre du Golfe ont été évoquées, soulignant particulièrement le rôle de l'engagement humanitaire, conforme à la tradition de notre pays. Les besoins les plus grands se présenteront sans doute en Irak, mais il va de soi que le gouvernement du Koweït devrait être interrogé en priorité sur ses besoins éventuels, afin d'éviter tout malentendu.

Sur un autre plan, la question de l'entrée en vigueur de la loi en préparation sur la non-prolifération des armes B et C ainsi que des missiles balistiques a également été mentionnée.

Premiers enseignements

Le conflit du Golfe a fourni un ensemble de données que n'aurait offert aucun exercice de défense générale: elles devront faire l'objet d'évaluations.

On relève d'autre part de divers côtés une forte demande d'information. En fait, l'information apparaît comme un problème récurrent lors de chaque crise, avec l'expression de craintes souvent semblables. Cela pose plusieurs questions concrètes relatives à la circulation de l'information. Les analyses étant effectuées dans des domaines variés, la nécessité d'une coordination est soulignée.

CONFIDENTIEL

6

Tendances à observer au cours des prochaines semaines

La situation en Yougoslavie a connu une nette dégradation durant le mois de février, si bien que ce pays se trouve aujourd'hui au bord de l'éclatement. On s'achemine vers une bipolarisation à l'intérieur du système avec, d'un côté, la Slovénie et la Croatie auxquelles sont tentées de se joindre la Macédoine et la Bosnie, républiques qui prônent une alliance souple d'Etats souverains. De l'autre côté, on trouve la Serbie, à laquelle s'associe dans une certaine mesure le Montenegro. La Serbie a des vues hégémoniques et peut s'appuyer sur les forces armées, ce qui rend la situation d'autant plus tendue.

L'Union soviétique se voit confrontée à deux échéances importantes. Le référendum du 17 mars sur l'avenir de l'Union, d'ores et déjà boycotté par 6 républiques, se présente comme une consultation assez théorique, mais qui donnera une certaine mesure du soutien dont dispose M. Gorbatchev en URSS. Le 28 mars, Boris Eltsine se soumettra à un vote de confiance du Parlement russe. Les pronostics lui sont actuellement favorables, mais une surprise ne peut pas être exclue.

Maîtrise des armements. Le regain d'influence de l'establishment militaire en URSS, l'emploi de la force dans les pays baltes et le transfert d'armements soumis au régime FCE dans des zones (Oural) ou dans des corps de troupes (marine) exclus du traité, ont conduit à une stagnation des négociations FCE IA et START. On attend maintenant un signal de Moscou qui permettrait de lever les incertitudes pesant sur la politique étrangère soviétique. A cet égard, la ratification le 4 mars des traités réglant les aspects extérieurs de l'unification allemande par le Parlement soviétique est de bon augure.

Présences

Tous les départements et offices concernés étaient représentés, sauf l'OFAE, excusé. Se sont en outre excusés: M. le div Geiger, SCOS, représenté par M. le col EMG Kühner, M. le col EMG Regli, GEMG et M. Lager, OFAE.

Le Cdt de corps Häsler, chef EMG, a assisté à la séance.

Prochaines séances ordinaires

Mardi, le 9 avril 1991

Mardi, le 7 mai 1991

CONFIDENTIEL

7

Approuvé

CONFERENCE DE SITUATION

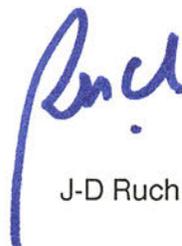
Le Président :



H. Dahinden

CONFERENCE DE SITUATION

Le Secrétaire :



J-D Ruch

Annexes:

1. Liste des événements importants survenus depuis la séance du 5 février 1991
2. Liste der Ereignisse März/April 1991

Destinataires:

Aux membres du Conseil fédéral

Au Chancelier de la Confédération et aux autres personnes autorisées